

L'adhésion aux mesures sanitaires a-t-elle atteint ses limites ?

A plusieurs endroits en Europe, des mobilisations anti-confinement ont eu lieu ces derniers jours. Marginales pour l'heure, elles ne sont pas pour autant sans signification, estiment les spécialistes.

MATHIEU COLINET

C'est une carte comme une autre : celle des villes en Europe où les mesures face à la pandémie ont donné lieu à des manifestations dans la rue. Ces derniers jours, certaines sont venues s'ajouter aux Pays-Bas, au Danemark et en Espagne. Avec en retour une impression générale teintée de craintes : que l'adhésion massive aux politiques mises en place pour faire barrage à la pandémie soit en train de faiblir et ne soit plus dans les mois à venir la puissante clé de voûte sur laquelle bâtir la réaction sanitaire.

Pour Olivier Luminet, ces manifestations sont en tout cas un écho aux dernières observations du Baromètre de motivation des Belges, outil mis sur pied pour jauger précisément de l'adhésion des citoyens aux mesures sanitaires : « Elle est en baisse indiscutablement depuis quelque temps », affirme le professeur de psychologie (UCLouvain) et membre du groupe d'experts Psychologie et Corona. « Les gens se disent désormais moins capables de respecter les mesures, de maintenir l'effort. Le nombre de contacts rapprochés qu'ils entretiennent a d'ailleurs tendance à augmenter. En outre, la perception du risque a tendance à diminuer comme en témoignent certains indicateurs. Or, jusqu'ici, lorsque la maladie progressait, la perception du risque le faisait aussi. Ce fut vrai lors du premier confinement, cela l'a encore été à l'automne dernier. C'est par rapport à ce risque qu'ils percevaient et à l'anxiété qui y était liée que les gens ont accepté des mesures plus fortes. Aujourd'hui, alors que les chiffres liés aux contaminations ne sont pas bons, la perception du risque reste basse. Comme si les gens ne voulaient plus considérer la réalité du terrain de la même manière et étaient, pour certains du moins, entrés



dans des processus de déni. »

La longueur de la crise peut sans doute l'expliquer. Tout comme le fait que les perspectives se sont assombries au cours des dernières semaines passant de l'espoir d'un vaccin à celui d'un troisième confinement par endroits en lien avec l'apparition de variants plus contagieux. Pour Olivier Luminet, tout cela dessine un contexte qui n'exclut plus l'apparition de mobilisations contre les mesures de confinement ou de couvre-feu, y compris en Belgique le cas échéant.

« Il ne faut pas non plus oublier les difficultés économiques et psychologiques que provoquent les mesures », affirme Bruno Frère, professeur de sociologie (ULiège) et spécialiste des nouveaux mouvements sociaux. « Elles ont créé des déséquilibres tels que même si le risque sanitaire reste bien réel pour un certain nombre de personnes, celles-ci ne peuvent plus rester sans réagir et sortent manifester, y compris parfois de façon violente. Selon moi, on aurait d'ailleurs tort de considérer que ces manifestations ne sont que le fait de libertariens ou de personnes opposées par principe au port du masque, par exemple. Il peut y en avoir, bien sûr. Mais d'après moi, dans les rangs des manifestants, il y a aussi des gens acculés au désespoir parce que pressés par les difficultés économiques ou psychologiques. »

Pour Bruno Frère, ce glissement de certains de l'adhésion à des formes de contestation ne doit pas dissimuler l'extraordinaire « docilité » dont les populations européennes ont fait preuve depuis

Manifestation d'opposants aux décisions gouvernementales à Amsterdam. © ANP

Ce niveau élevé de conscience collective est unique dans des démocraties, dans des sociétés réputées individualistes comme les nôtres. Partant de là, les manifestations que l'on voit apparaître par endroits sont presque inévitables

Bruno Frère
Professeur de sociologie (ULiège)

”

plus de dix mois. « Pour le sociologue des mouvements sociaux que je suis, c'est même proprement incompréhensible », affirme-t-il. « Ce niveau élevé de conscience collective est unique dans des démocraties, dans des sociétés réputées individualistes comme les nôtres. Partant de là, les manifestations que l'on voit apparaître par endroits sont presque inévitables. »

Elles le sont peut-être d'autant plus que les gouvernements européens ont montré depuis le début de la pandémie un certain nombre de limites dans la gestion de la crise. Pendant plusieurs mois, celles-ci n'ont pas véritablement débouché sur des contestations menées dans la rue. « Si l'adhésion aux mesures s'effrite bel et bien, les manifestations sont le signe selon moi d'un élément supplémentaire : l'engagement d'une partie très minoritaire de la population », indique le politologue Min Reuchamps (UCLouvain). « Si bien que ce dernier est à mettre en lien moins avec un affaiblissement de l'adhésion qu'avec le refus catégorique de certaines mesures. Je note en outre qu'aux Pays-Bas, les contestations dans la rue sont survenues après un débat parlementaire sur les mesures en question et après des prises de position très critiques de partis radicaux comme celui de Geert Wilders. »

La fracture entre politiques et citoyens

« Structurellement, il existe un fossé entre politiques et citoyens antérieur à la pandémie », affirme pour sa part la poli-

tologue Louise Knops (VUB). « La crise l'a vraisemblablement aggravé : il concerne maintenant sans doute des personnes qui n'avaient pas encore fait l'expérience de cette déconnexion. Mais je distingue aussi autre chose dans les manifestations à proprement parler : le passage chez certaines personnes de « seuils d'indignation ». Ces derniers, comme les a décrits le philosophe et économiste Frédéric Lordon, marquent des points d'ébullition à partir desquels, pour certains, les choses deviennent tout bonnement intolérables et l'Etat perd son emprise sur des situations. Le franchissement de ce seuil qu'indiquent les dernières manifestations peut très bien s'expliquer par certaines mesures décidées, la manière dont elles sont prises – par arrêtés ministériels en Belgique – mais aussi par la durée de la crise ainsi que par la fatigue et le désespoir qu'elle induit. »

Pour Louise Knops, les gouvernants européens ont sans doute conscience du danger qui guette au travers de ce qu'illustrent les mobilisations. « Ces dirigeants ne sont pas naïfs », affirme-t-elle. « Reste que ce sont des paramètres complexes à gérer au cœur d'une pandémie. » « Ils doivent faire attention, notamment à leur communication », indique Olivier Luminet. « Ainsi, même si en Belgique on devait aller vers un durcissement prochainement, comme certains l'évoquent, il faudrait aussi je pense prévoir des mesures concrètes coïncidant avec des formes de relâchement sans risque. C'est important en termes d'adhésion. »